

Tous ensemble, organisons la résistance aux attaques de Sarkozy !

Appel du premier Forum de la Résistance Sociale, tenu à Paris le samedi 7 juillet 2007

Les attaques du gouvernement Sarkozy-Fillon contre les travailleurs, les immigrés et les jeunes

Les participants constatent que les différentes réformes du gouvernement Sarkozy-Fillon sont les différentes pièces d'un plan unique de contre-réformes au service du MEDEF. Il s'agit d'améliorer significativement la compétitivité des entreprises françaises sur le marché mondial. Cela suppose une destruction brutale des droits conquis de haute lutte par les travailleurs :

- **Remise en cause du droit de grève** : Sarkozy a annoncé une « loi-cadre » pour juillet. Se souvenant qu'en 1995 l'« élan réformateur » de Juppé s'est brisé sur les grèves, il veut désarmer les travailleurs avant ses plus grandes contre-réformes. L'obligation de déclaration individuelle d'intention de participer à la grève vise à exercer une pression sur les salariés ainsi qu'à mieux organiser le service le jour de la grève. L'instauration d'un referendum au bout d'une semaine de conflit a pour but de briser les grèves en s'efforçant de les délégitimer. Les « accords de prévention des conflits » sont aussi des entraves inacceptables au droit de grève.

- **Chasse aux immigrés** : un projet de loi prévoit de restreindre encore davantage les possibilités de regroupement familial pour accélérer encore les rafles et les expulsions. Sarkozy veut stigmatiser une partie de la population pour diviser les travailleurs.

- **Défiscalisation des heures supplémentaires pour les patrons au lieu de hausses de salaire pour les ouvriers** : aux ouvriers qui par la grève exigent des hausses de salaire (ex : PSA-Aulnay), Sarkozy répond : travaillez encore plus ! En outre, le projet prévoit d'exonérer ces heures supplémentaires de cotisations sociales : c'est donc une réduction du salaire différé de la classe ouvrière (assurance-maladie, allocations-chômage, pensions de retraite, etc). Bref, il accroît l'exploitation des salariés ayant un emploi, alors qu'il faudrait répartir entre tous les heures de travail sans diminution de salaire.

- **Multipliation des franchises sur les frais médicaux**. Le gouvernement veut faire payer une part croissante des frais médicaux aux travailleurs : le premier jour d'arrêt maladie ne serait plus remboursé, ni le premier euro sur les médicaments, mais les trusts pharmaceutiques continueraient à faire des profits gigantesques.

- **Subordination accrue de l'université aux intérêts du patronat** : Sarkozy veut finir de détruire le cadre national des diplômes, reconnus dans les conventions collectives, soumettre encore davantage l'Université aux besoins immédiats des entreprises en accroissant leur financement privé et remplacer les fonctionnaires partant en retraite par des précaires. Le « préinscription » est un instrument de sélection à l'entrée en première année.

- **Répression et criminalisation du mouvement social** : le projet de loi prévoit des « peines planchers » dès la deuxième récidive pour tous les délits passibles d'au moins trois ans de prison, soit la grande majorité. Le gouvernement veut disposer d'instruments pour museler toute révolte, comme celle de 2005 et pouvoir poursuivre comme des criminels les militants, travailleurs et jeunes s'opposant à sa politique.

- **Cadeaux fiscaux aux plus riches** et attaques contre les services publics par la **suppression massive de postes de fonctionnaires** : les cadeaux aux riches (« bouclier fiscal », exonération des droits de succession, etc.) représentent 13 milliards d'euros, une somme correspondant aux 40 000 postes de fonctionnaires supprimés, c'est-à-dire aux enseignants, aux BIATOS, aux infirmières, aux postiers... qui vont manquer demain.

- **Destruction du CDI** par l'instauration d'un « **contrat de travail unique** » précaire.

- **Allongement à 41 ans, puis à 42 ans de la durée de cotisation pour une retraite à taux plein.**

- **Nouveau traité européen**, ayant le même objectif que le TCE massivement rejeté en mai 2005, mais sans passer par un référendum.

Quel plan de bataille pour mettre en échec le gouvernement Sarkozy-Fillon ?

Le programme du gouvernement Sarkozy-Fillon est un programme de casse sociale généralisée. S'il parvenait à le mettre en œuvre, cela signifierait non seulement des reculs considérables pour l'ensemble des travailleurs, des jeunes et des immigrés, mais aussi un affaiblissement durable de la capacité du mouvement ouvrier à faire échec aux plans du patronat. Rien ne saurait rendre légitime un tel programme, pas même l'élection de Sarkozy et une large majorité UMP. En 1995, Chirac avait aussi été élu en mai avec près de 53 % des voix, avant de devoir reculer partiellement face aux

grèves et aux manifestations des travailleurs en novembre-décembre. Pour les travailleurs et les jeunes, rien ne peut rendre légitime un programme de destruction de leurs acquis ! La gravité des enjeux exige de toutes les organisations se revendiquant de la défense des travailleurs salariés que, tirant les leçons des luttes récentes, elles préparent, diffusent et exécutent un plan de bataille sérieux, capable de stopper les contre-réformes de Sarkozy-Fillon.

1) Il ne faut pas se laisser prendre au piège des luttes éparpillées. Le gouvernement prétend faire ses réformes rapidement, mais en attaquant chaque secteur l'un après l'autre (personnels et étudiants des universités, immigrés, travailleurs des entreprises de transports, personnels de l'enseignement secondaire, travailleurs du privé, etc.). Des luttes sectorielles sont vouées à l'échec étant donnée la détermination et la cohésion du patronat et de son gouvernement. Il faut par conséquent œuvrer à la préparation et à l'organisation d'une riposte faisant converger rapidement l'ensemble des secteurs. **Il s'agit d'un combat entre l'ensemble des travailleurs d'un côté et le gouvernement au service du MEDEF de l'autre.** Dès juillet, c'est tous ensemble qu'il faut lutter. Il s'agit donc de

- Construire **un front de riposte unitaire de toutes les organisations** politiques, syndicales et associatives se revendiquant de la défense des intérêts des travailleurs et des jeunes ;
- Faire appel partout à l'initiative des masses et à leur **auto-organisation** démocratique dans des comités de préparation de la résistance sociale, dans les établissements, les entreprises et les quartiers. Il faut, dès à présent, dans chaque secteur, faire circuler l'information sur les conséquences concrètes des lois de régression sociale et leurs répercussions sur l'ensemble de la société. Il faut organiser des réunions d'information, créer des liens avec les autres salariés et les autres étudiants, sous forme de coordinations autonomes pouvant regrouper des militants politiques ou syndicaux tout comme des personnes non organisées. Dès que les premières luttes s'engageront, il faut mettre en avant la formation de **comités de grève**. La lutte des étudiants en 2006 contre le CPE, tout comme celle des ouvriers de PSA-Aulnay ont montré dans la pratique l'efficacité de ces comités pour souder les salariés face au gouvernement et au patronat et organiser le combat. Il est essentiel de commencer dès le début à structurer ces comités à l'échelle locale, départementale, régionale et nationale, comme l'avaient fait les étudiants dans la construction de la grève générale des universités en 2006, en élisant dans chaque assemblée des **délégués mandatés et révocables** pour les coordinations.

2) **Il est vital de combattre pour que les organisations syndicales ne se laissent pas enfermer dans le piège des « concertations ».** L'exemple de la loi sur l'autonomie des universités a confirmé de façon éclatante que les projets étaient déjà entièrement ficelés et que le gouvernement ne cherche, par ces pseudo-négociations à froid, qu'à obtenir la caution de tout ou partie des directions syndicales pour ses projets. Il veut ainsi susciter des illusions et des hésitations parmi les travailleurs pour entraver leur mobilisation. Les enseignements des luttes des dernières années sont clairs : lorsque les directions des syndicats ont participé à des concertations, par exemple à l'élaboration d'un diagnostic partagé sur la contre-réforme Fillon sur les retraites, cela a conduit à la défaite. Tout au contraire, la formulation de l'exigence claire par toutes les organisations syndicales du retrait du CPE et le refus de négocier sur ce point ont été parmi les conditions qui ont rendu possible la seule victoire (partielle) des luttes sociales de ces onze dernières années. **C'est pourquoi il faut aujourd'hui refuser de participer à ces pseudo-négociations, dénoncer fermement le caractère réactionnaire de ces projets et en demander clairement le retrait pur et simple.**

3) Enfin, il ne sera possible d'infliger une défaite à Sarkozy et au MEDEF que par la grève tous ensemble et en même temps, c'est-à-dire par la **grève générale**. Les journées d'action dispersées et sans perspective sont impuissantes, comme l'ont montré les défaites de 2003 (retraites), 2004 (Sécurité Sociale), et la victoire seulement partielle de 2006. Certes, la faible implantation du syndicalisme constitue un handicap, mais les travailleurs ont montré en 1995, en 2003 et en 2006, leur capacité à faire grève par millions, lorsque leurs organisations les y appellent. Certes, la grève générale ne se proclame pas, mais elle se prépare et se construit. Elle est non seulement nécessaire, mais aussi possible, pourvu que l'on en popularise partout l'objectif dès maintenant.

C'est pourquoi le premier Forum de la Résistance Sociale appelle :

- à organiser des manifestations dès juillet contre les premiers projets de lois réactionnaires de Sarkozy ;
- à populariser partout le présent appel ;
- à organiser de nouveaux forums de la résistance sociale, à Paris le SAMEDI 22 SEPTEMBRE, dans les autres villes dès que possible.

À l'issue du Forum, deux groupes de travail, l'un sur la question du droit de grève, l'autre sur la répression, en vue de préparer des réunions spécifiques sur ces sujets.